REPUBLIQUE FRANÇAISE
— DEPARTEMENT DE L'HERAULT —

ELECTIONS LEGISLATIVES - MARS 78
CIRCONSCRIPTION SETE - PEZENAS

Candidature **Paul ALLIES** - Ligue Communiste Révolutionnaire

soutenue par les Comités pour l'Autogestion, l'Organisation Communiste des Travailleurs, les Cahiers Occitanie Rouge



Pour le Socialisme
Pour vivre et décider au Pays
Le POUVOIR aux TRAVAILLEURS

La hantise du licenciement, des accidents du travail, de la maladie, des impôts trop lourds. Le cauchemard du chômage, la crainte de devoir s'endetter un peu plus au Crédit Agricole ou abandonner le travail de la terre.

Les femmes opprimées, confinées aux travaux ménagers, interdites d'emploi et d'indépendance, trop souvent méprisées, victimes d'agressions et de viols.

Les jeunes étouffés à l'école, à l'usine, à l'armée, écœurés par cette société sans fraternité, sans idéal, condamnés à la rivalité et à la course au fric.

Les handicapés, les malades, les vieux : isolés, oubliés.

Toute la population laborieuse condamnée à la soumission, sans pouvoir et sans droit de regard sur la production, les conditions de travail et le cadre de vie.

Dans ce pays qui a crié si fort le 29 avril 76 son envie de vivre et de décider lui-même son avenir, un peuple tout entier opprimé, exproprié de ses richesses naturelles et culturelles.

Cette grande misère, c'est ce que la droite appelle « le bon choix ». Au 1er tour vous ne lui donnerez pas une voix. Au second tour vous voterez, sans marchandage, pour le candidat le mieux placé du parti qui se réclame des travailleurs. Car si ces élections ne peuvent pas changer la vie, elles peuvent permettre de chasser la droite : c'est une occasion à ne pas manquer et qu'on a trop attendu depuis vingt ans.

AU 1er TOUR, VOUS VOTEREZ POUR VOS REVENDICATIONS, CONTRE TOUTE AUSTERITE, CONTRE LES FAUSSES DIVISIONS ET LES VRAIES COMPROMISSIONS, POUR L'UNITE OUVRIERE, POUR L'UNITE DES TRAVAILLEURS DE LA VILLE ET DE LA VIGNE.

Allez-vous cautionner Mitterrand qui explique qu'il faut « gérer la crise », que « les travailleurs devront encore consentir à des sacrifices » et qui fait cadeau déjà de 27 milliards aux patrons pour « compenser » la fixation du SMIC à 2400 francs ?

Croirez-vous à l'intransigeance de Marchais qui attaque violemment le P.S. mais ne dit pas un mot sur l'Espagne et l'Italie où les P.C. soutiennent activement les politiques d'austérité ? Le croirez-vous quand il dit être le seul à s'opposer à l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun agricole alors qu'au même moment le P.C. espagnol se bat farouchement pour le contraire et qu'il a des chances de l'obtenir ?

Mitterrand et Marchais ont promis tous les deux le SMIC à 2400 francs, mais ils ont refusé de s'engager sur l'échelle mobile des salaires et des retraites.

Ils promettent de diminuer progressivement le chômage mais ne s'engagent pas à réduire immédiatement la semaine de travail à 35 heures, ce qui voudrait dire du travail pour tous et toutes et un peu de temps pour vivre.

Enfin le P.S. et le P.C. s'accusent mutuellement de vouloir collaborer avec la droite et de tourner chacun le dos au socialisme. Chacun dit que c'est faux. Mais le P.S. dans la circonscription de Sète-Pézenas s'est effacé de lui-même devant un radical dit « de gauche », champion de la « liberté d'entreprendre » (c'est-à-dire de la liberté d'exploiter) et qui n'aura pas dit un mot dans toute cette campagne au sujet des revendications des travailleurs. Ailleurs le P.C. s'est retiré sans condition devant quelques généraux et gaullistes dits « de progrès » et qui pendant 20 ans n'ont cessé de porter des coups aux travailleurs. Aux élections de 1962, dans cette circonscription de Sète, il s'était désisté pour Jules Moch, pourtant arrivé 3e loin derrière lui, et spécialiste de la répression anti-ouvrière et paysanne depuis 1946.

En réalité Mitterrand et Marchais ne cessent de se quereller mais ils sont d'accords pour garder Giscard en lui laissant l'essentiel des pouvoirs que lui confère la Constitution de 58, née d'un coup d'Etat gaulliste.

ALORS, LE 12 MARS, VOUS VOTEREZ POUR QUE ÇA CHANGE VRAIMENT.

Aujourd'hui les travailleuses et les travailleurs n'ont aucun pouvoir de décision à l'usine, dans la cité, dans la région. Changer la vie, c'est conquérir ce pouvoir.

— Or, comment la vie peut-elle changer pour les femmes si n'est pas garantie l'égalité effective avec les hommes en matière de salaires, d'emploi, de formation, si ne sont pas créés des équipements sociaux nombreux et de qualité, si l'avortement n'est pas réellement libre et gratuit ?

— Comment la vie peut-elle changer pour les soldats si le service militaire n'est pas réduit à 6 mois, si les transports ne sont pas gratuits, s'ils n'ont pas de droits démocratiques en particulier le droit d'organisation syndicale ?

— Comment la vie peut-elle changer pour les travailleurs s'ils n'ont pas un droit de véto sur les licenciements, les cadences, l'hygiène et la sécurité ; s'ils n'ont pas les moyens de contrôler la pollution, de faire respecter les équilibres écologiques, de contrôler les projets d'urbanisme ?

— Comment la vie peut-elle changer pour les travailleurs immigrés et le racisme disparaître, s'ils n'ont pas les mêmes droits sociaux et politiques que les travailleurs français ?

— Comment la vie peut-elle changer pour ceux des viticulteurs exploités et écrasés par le négoce et le marché commun capitaliste, s'il ne leur est pas reconnu un revenu minimum garanti par quantum de production et par un prix plancher du vin (base 15 Frs le degré hecto), s'ils n'ont pas un droit de véto à l'Office du vin, si des offices fonciers cantonaux et régionaux ne sont pas créés pour éviter la spoliation des terres ?

— Comment la vie peut-elle changer pour les jeunes si la formation n'est pas gratuite et unique jusqu'à 18 ans, si leur indépendance matérielle n'est pas assurée et si leur droit à des activités sociales et culturelles autonomes n'est pas reconnu ?

— Comment la vie peut-elle changer si on conserve la force de frappe, le programme électro-nucléaire ?

— Bref, comment la vie peut-elle changer si on ne peut pas vivre et décider au pays, si l'on n'élit pas tout de suite une assemblée régionale au suffrage universel direct et à la proportionnelle, avec un droit de s'opposer à tout ce qui met en cause l'emploi, le mode et le cadre de vie des travailleurs de la région ? Et cette assemblée sera-t-elle différente des actuelles assemblées bidons, si ses élus ne sont pas constamment révocables par les cantons, s'ils peuvent continuer à cumuler les mandats ? Comment la situation changera si nous n'avons pas une assemblée souveraine et unique, exprimant les volontés des travailleurs, si nous conservons le Comité Economique et Social, le Préfet, la Mission régionale et la DATAR ?

Comment la vie peut-elle changer si nous laissons les notables de gauche de concert avec le pouvoir, déménager le pays, saccager le littoral, notamment entre Agde et Sète, avec La HENIN, « touristifier » l'arrière-pays, faire de l'Occitanie le « bronze-cul » de l'Europe, si nous nous contentons d'une simple décentralisation, si l'assemblée régionale ne peut pas s'opposer à la création de sites nucléaires qui seraient « hors de sa compétence et d'intérêt national » ? La vie changera-t-elle si les militants de la langue et de la culture occitane, si le jeune théâtre régional n'ont pas les moyens de travailler au pays, si des municipalités de gauche comme celle de Sète, préfère organiser des festivals d'où est exclue la culture populaire occitane, si l'occitan n'a pas droit de cité partout dès l'école maternelle. Quel changement si l'on ne reconnait pas la nécessité de l'autonomie socialiste, et le droit d'autodétermination pour les TOM-DOM comme pour tous les pays opprimés de l'exagone ?

Ces questions, si vous les avez posées au P.S. et au P.C., auront reçu des réponses négatives ou pas de réponses du tout. P.S. et P.C. ont polémiqué sur les filiales ; mais dans tous les cas 85 % de la production échapperont au secteur public, c'est-à-dire que l'économie sera toujours régie par le marché et le profit. D'ailleurs Marchais et Mitterrand sont d'accords pour dire : « Nous ne proposons pas le socialisme ». Nous dirons le contraire : pour sortir de la crise du capitalisme, il faut s'appuyer sur l'initiative et le contrôle des travailleurs, nationaliser sans indemnité pour les riches tous les secteurs clés de l'économie ; il faut planifier la production selon les besoins des travailleurs, marcher vers l'autogestion socialiste et l'autonomie socialiste des pays. C'est cette voie que devrait prendre un gouvernement du P.S. et du P.C., rompant avec Giscard et sa Constitution, satisfaisant les revendications des travailleurs et s'appuyant sur leur mobilisation.

LE 12 MARS, VOTEZ REVOLUTIONNAIRE, VOTEZ POUR LE SOCIALISME, POUR VIVRE ET DECIDER AU PAYS. VOTEZ POUR PAUL ALLIES ET LUC TROUCHE, SUPPLEANT.

PAUL ALLIES à 32 ans, il est né à Pézenas. Il enseigne le droit à l'Université de Montpellier. Il est membre de la Ligue Communiste Révolutionnaire depuis 1966, plusieurs fois dissoute par le gouvernement. Il était déjà candidat dans cette circonscription en 1973.

LUC TROUCHE, suppléant, 24 ans, est professeur à Gignac. Il est membre de la L. C. R. depuis 1972.

Tous les deux sont bien connus dans la région, dans leur syndicat où ils ont des responsabilités. Ils ont toujours œuvré pour l'unité des travailleurs et des révolutionnaires. Aussi est-il regrettable qu'une curieuse candidature de division d'une organisation d'extrême-gauche totalement inconnue dans toute notre région, vienne jeter la confusion. Parachuté depuis Paris, elle est le fruit du sectarisme et du refus d'un accord qui a réuni partout l'ensemble des révolutionnaires. Curieuse candidature puisque, non contente de diviser, elle refuse de servir à battre la droite en refusant tout désistement au 2e tour.

VU, le Candidat.

imp. j. reschly - montpellier